

LOUIS ALIOT: « Il n'y a aucun argument qui fait qu'on pourrait soutenir la Russie ! » (RTL)

56 min · Rassemblement National

Olivier Bost : Le Grand Jury, présenté par Olivier Bost.

Bonjour à tous, bienvenue dans Le Grand Jury. Nous sommes en direct sur RTL et nous sommes également en direct sur Public Senat. Bonjour, Louis Aliaud. Vous êtes le 1er vice-président du RN et maire de Perpignan. Pour la 1re fois, Marine Le Pen et Jordan Bardella s'inquiètent de la guerre hybride que mène la Russie contre l'Europe. Emmanuel Macron a-t-il été convaincant lors de sa réunion avec les chefs de parti et des candidats à la présidentielle ? Est-ce un changement de doctrine au RN ? 54 milliards d'euros d'économies, voilà ce que propose le Premier ministre Sébastien Lecornu pour le budget 2027. Est-ce suffisant ou trop pour le RN ? Vous allez nous répondre. Bienvenue dans ce Grand Jury, Louis Aliaud. Pour vous interroger ce dimanche, Quentin Calmet pour Public Senat et Stéphane Vernet pour West France. Dans ce Grand Jury, dans notre séquence, la bataille des idées reviendra sur 2 idées fortes mises en avant dans cette rentrée par le RN, l'interdiction du voile et le logement. Vous répondrez aussi à nos questions express.

...

Sur le terrain, le sujet numéro 1 et le plus quotidien est encore le prix de l'essence, 2,41 euros. Vous venez de l'entendre. Pensez-vous que le gouvernement finira par se résoudre à baisser les taxes ?

Il va être obligé de baisser les taxes, sinon l'économie s'arrêtera. L'essence, ce n'est pas un produit luxe, c'est un produit de première nécessité. C'est un produit pour aller travailler, pour aller chercher les enfants à l'école. Ça concerne l'ensemble des Français. C'est pour cela que les aides ciblées ne sont pas adaptées à la situation, parce que la liste des personnes à aider aujourd'hui est tellement importante que personne n'est content de ce qu'a mis en place le gouvernement. Il faudra baisser les taxes à l'identique de certains pays européens, mais plus récemment, l'Allemagne, qui a baissé le prix de l'essence à la pompe, il faudra bien qu'on se mette au diapason. On

reviendra plus en détail sur le budget, mais est-ce que cette question du carburant et d'une baisse des taxes peut être une condition pour ne pas faire tomber le gouvernement au moment du budget ?

Je ne suis pas parlementaire. On verra le budget qui nous sera présenté et on regardera attentivement les économies qui seront proposées par le Premier ministre et les orientations de ces économies. En fonction de cela, on regardera attentivement le vote que nous pourrions faire pour le budget.

Est-ce que ce vote peut être conditionné par des aides nouvelles ou une baisse de taxes des carburants ?

Conditionné, honnêtement, je pense que la situation est telle qu'il n'y a pas que le prix de l'essence. Il y a beaucoup d'autres choses à mettre en place. L'essence est aujourd'hui une urgence, mais elle est avec d'autres sujets de fiscalité sur les entreprises, la sécurité, l'immigration et d'autres sujets. Il n'y aura pas que le prix de l'essence qui va déterminer le vote du groupe RN.

Vous avez chiffré votre mesure de baisse de la TVA sur l'essence. On sait que de passer de 20 à 5

,5 % de taxes, ça peut représenter des sommes énormes, entre 14 et 16 milliards. Là, ce serait sur toute l'énergie. Est-ce qu'on peut se le permettre dans le contexte budgétaire ?

C'est ça, vous arrêtez l'économie. C'est le serpent qui se mord la queue. Soit vous le faites et vous permettez à l'économie de fonctionner et vous rentrez par des taxes liées à l'activité de l'économie, soit vous ne le faites pas et vous ralentissez l'économie et vous perdez ce que vous auriez pu gagner de l'autre côté. Vous l'avez estimé ? C'est 12 milliards sur l'essence elle-même et 12 milliards par rapport à la dépense publique de l'ordre de 1700 milliards d'euros en France. C'est quand même une goutte d'eau. On ne fera pas croire qu'on ne va pas les chercher 12 milliards dans un certain nombre de niches économiques françaises, alors que nous savons qu'il y a sûrement de l'argent à les chercher quelque part.

Vous ferez baisser la TVA sur toutes les énergies, jusqu'à quel seuil ?

On a dit de

5,5. L'Union européenne interdit de baisser les taxes sur l'énergie au-dessous de 15 % de TVA. Vous rentrez dans un bras de fer avec Bruxelles ? C

est déjà arrivé. Quand la France a baissé la TVA sur la restauration, c'est arrivé. Les autres pays européens ? Quand les autres pays y arrivent à baisser les taxes sur l'énergie, c'est bien que l'Europe autorise pour les autres, ce qu'elle ne va pas refuser à nous. Elle ne va pas refuser à la France de le faire. Dans une situation critique et dans un laps de temps qu'on imagine déterminé, jusqu'à la résolution de la crise au Moyen-Orient, on espère que les choses se rétabliront. Aujourd'hui, il y a vraiment une urgence. C'est une situation critique. Je ne vois pas comment le gouvernement se passera de baisser les taxes ou la TVA. Pour nous, nous proposons la TVA et l'Allemagne a baissé la taxe sur l'essence.

Pour être précis, c'est une réduction du taux de TVA le temps que la crise se résorbe sur... Il faut faire baisser la pression. C'est un titre transitoire.

Vous disiez en début d'émission que la moyenne c'est 2,40 euros en France, c'est monté jusqu'à 2,99 euros à Strasbourg. Il faut la faire baisser aux alentours de 2 euros. Sinon, nous n'y arriverons pas.

Vous connaissez le principal reproche à une mesure généralisée de baisse de la TVA de 5,5 %. Les foyers les plus aisés consomment 2 fois plus d'énergie que les foyers les plus pauvres. Est-ce que c'est vraiment utile dans la période ? Pourquoi refusez-vous totalement cette idée de ciblage ? Comment vous voulez cibler

tant de monde ? Si

on prend les gens qui travaillent. Vous dites pour les gens qui travaillent.

Ça concerne tout le monde. Les gens qui travaillent... Tout le monde n'a

pas en voiture au travail. Les gens qui habitent dans les grandes villes. Vous

allez cibler les petites villes ? Moi, j'habite dans une ville et je suis maire d'une ville de 120 000 habitants. Les gens prennent leur voiture pour aller travailler. C'est une nécessité vitale. C'est pas un luxe. Dans les grandes villes, il y a une certaine élite qui pense que ça n'arrive que chez eux. On peut prendre les transports en commun. Mais chez nous, dans la France profonde, ça n'existe pas. Il

Il y a des trains, des bus, mais ils ne sont pas suffisants pour aller travailler. La voiture est une nécessité. Il faut le rappeler et arrêter de penser qu'on peut s'en passer aujourd'hui.

La solution la plus efficace et la plus pertinente pour que nos compatriotes puissent retrouver un prix descendant, c'est d'abord de demander au président Trump d'arrêter la guerre. Jordan Bardella a dit cette semaine. C'est aussi simple que ça ? Oui,

mais c'est la vérité. Les conflits dans le monde ont un impact direct sur le prix de l'énergie. C'est valable avec cette guerre. Mais on voit bien que les choses sont plutôt compliquées. On espère que ça se résoudra rapidement et que la France jouera son rôle. Mais cette opération dans le détroit d'Hormuz n'aura pas facilité l'économie mondiale. Le

Pen a appelé Donald Trump pour lui demander d'arrêter la guerre. Elle

n'a pas son oreille ? Non.

Vous êtes pour subventionner le pétrole et le gaz. La TVA revient à ça. Les énergies carbonées. Vous ne croyez pas à l'électrification au passage de la voiture électrique ?

Oui, j'y crois. J'espère qu'ils feront des progrès dans les voitures électriques pour qu'avec un plein d'électricité, on puisse faire des distances confortables. Là où ça va se compliquer, c'est pour faire des pleins d'électricité dans l'utilisation du véhicule. J'y crois en ville, moins ailleurs, mais nous y arriverons. Je veux dire, sans... Sans imaginer qu'on puisse totalement abandonner les voitures à moteur essence, je pense que nous y arriverons. Mais vous verrez. Tout le monde croit que c'est la panacée universelle. Ça sera bien écologiquement, puisque nous fabriquons de l'électricité en France, par le nucléaire pas cher, qui ne devrait pas être cher, mais vous verrez qu'on trouvera bien une taxe à mettre sur les voitures électriques aussi. Vous savez que c'est en Angleterre. Ils ont commencé à mettre une taxe sur les voitures électriques, ce qui fera que l'électricité coûtera aussi cher que le prix de l'essence au moment où on devrait faire le plein. C'est bien pour l'environnement, mais c'est moins bien pour la fiscalité et pour le prix de l'électricité.

Si il y a une question qui a fait réagir les électeurs, c'est la question de l'Ukraine. Vendredi, Emmanuel Macron a réuni les chefs de parti et des candidats à l'élection présidentielle pour les mettre en garde sur la situation internationale. Marine Le Pen et Jordan Bardella ont condamné la guerre hybride de la Russie contre l'Europe. Le Rassemblement national est-il en train de changer de ton sur la Russie ? On n'avait pas lu de propos aussi sévères sur la Russie.

Si. Il faut se reporter au moment de l'invasion avec l'Ukraine. Parce qu'on oublie tout ça, mais la condamnation de la Russie par le RSA et les PAM a été immédiate, contrairement à d'autres, d'ailleurs. Ça a été immédiat. La 2e chose, moi-même, en tant que maire, je suis allé à la frontière polonaise pour aller récupérer 300 réfugiés ukrainiens, femmes, enfants et malades, d'ailleurs, qui vivent aujourd'hui en partie à Perpignan. Et c'était aussi pour bien montrer qu'on avait choisi notre camp. C'est 2020 pour la Chambre de doctrine de votre parti. À partir de la Russie à Grèce, il n'y a aucun argument qui fait qu'on pourrait soutenir la Russie. Simplement, on a toujours dit qu'il faut tout faire pour favoriser la paix. C'est un conflit qui est coûteux en vie humaine. Cette dimension, je l'impression, comme tout le monde l'a peur aujourd'hui, est coûteuse en termes d'équipement et de technologies mises à disposition de cette guerre. Mais pour le reste, et je crois que le président Macron, en convoquant les partis politiques, leur a donné un certain nombre d'éléments, notamment les services de renseignement français et l'armée. Nous, on fait confiance à l'armée française et aux services de renseignement quand ils nous amènent des informations. Encore fallait-il les connaître et savoir de quoi on parlait. C'est bien que Macron, au bout de x années, fasse cette démarche, parce

que ça permet aussi d'avoir une vision plus nette de l'Etat du conflit en Ukraine.

Vendredi, à la sortie de l'Elysée, c'est Jordan Bardella qui était à cette réunion avec Emmanuel Macron. Il a dit qu'on n'a pas parlé du prix du carburant. Le lendemain, on a un communiqué qui dit qu'il y a un souci. La Russie est dans une guerre hybride contre l'Europe. Il n'y a pas eu un décalage ou une prise de conscience un peu tardive. Marine Le Pen aurait dû aller à l'Elysée pour écouter le président de la République ?

Marine Le Pen était au chevet des incendies en Gironne. Le lendemain, elle était au chevet des sinistrés de la tornade dans l'Aude. Je dois dire qu'elle était attendue. Cette campagne aussi, c'est une campagne de proximité. On a la chance d'avoir, j'allais dire, un duo dans cette campagne électorale. Jordan est président du parti. Il était invité en tant que président du parti. Il est président du groupe parlementaire.

La prise de conscience de la gravité de cette réunion ?

Le communiqué, c'est un rattrapage ? Jordan Bardella, à la sortie, qui oublie de mentionner ce sujet ? Il y

avait le sujet qui a fait l'entrée de cette émission. Sur le prix de l'essence, qui est en train de devenir la priorité des Français. Quand je vais sur le terrain, on vous parle du prix de l'essence, des difficultés du quotidien, rarement de la guerre en Ukraine. Les Français sont préoccupés par leur situation économique et sociale. La géopolitique, c'est lointain. Ils font confiance à leur dirigeant pour régler ce problème.

Ca donne beaucoup de questions d'électeurs recueillis par Ouest France. Stéphane Vernet.

D'Enbon, dans le Morbihan, nous dit que vous avez décidé de suspendre l'aide à l'Ukraine en cas de victoire. Accepteriez-vous la technique ukrainienne en matière de drone ?

On n'a pas décidé d'arrêter. On a dit qu'il fallait regarder attentivement les dépenses faites en matière d'équipement militaire. On n'a jamais dit qu'on arrêterait la formation militaire et l'aide humanitaire et un certain nombre d'aides apportées par la France.

Elles sont trop importantes, les dépenses de la France, sont estimées à 7,9 milliards, tout compris sur 3 ans. C'est vraiment une dépense inconséquente ? Vous oubliez les 90 milliards. Ca, c'est l

'UE. On fait partie de l'UE, on est même le 2e pays de l'Union. Dans cette contribution, il y a aussi proportionnellement la contribution de la France. Donc on est engagé. Ce qui fait de nous la possibilité d'être des cobelligérants. Il faut quand même être prudent. Je rappelle que c'est un sujet qui devrait faire partie d'un débat parlementaire régulier. Il a eu lieu, mais régulier. Or, c'est pas trop le cas sur la situation en Ukraine. C'est

un lien entre ce qu'on peut donner ou apporter comme aide à l'Ukraine et l'idée qu'on pourrait être cobelligérants. Ca veut dire que quand vous dites qu'il faut réduire, votre expression était couper le robinet. C'était une question de journaliste. La question sur les aides à l'Ukraine, c'est pour pas donner l'impression à la Russie qu'on entrerait en guerre avec eux. C'est bien ça, l'idée. C'est

pour donner l'impression aux Français qu'on regarde ce qu'on donne à l'Ukraine et qu'on est transparent sur ce que l'on fait. Or, nous ne l'avons pas. On a des montants. Qu'est-ce que ça révèle derrière ? On ne l'a pas. On aimerait savoir...

Qu'est-ce que vous pensez ?

En armement, en soutien, combien coûte l'humanitaire, la formation, les armes que l'on livre ? Parce que je sais que jusqu'à présent, on a livré des vieux armements de l'armée qu'on a mis à disposition de l'Ukraine, mais il y a certainement des canons César.

Ce n'est pas des vieux matériels.

Mais dans le même temps, il faut réarmer la France en Europe. On s'intéresse aussi au budget de l'Etat, au budget de la défense nationale, qui est aujourd'hui de plus de 60 milliards d'euros. Mais on aimerait bien qu'on ait la garantie que la France puisse se défendre elle-même par ses propres moyens. Pour

être clair, on donne trop à vos yeux aujourd'hui à l'Ukraine. On aide trop l'Ukraine.

Je demande de savoir à quoi sert l'argent que nous donnons à l'Ukraine, dans quel domaine on le fait.

Le signal que vous envoyez, ça veut dire que si on accède au pouvoir, à l'Elysée, nous aiderons probablement moins l'Ukraine. C'est votre raisonnement ?

On est engagé dans une action internationale. On ne va pas renier la parole de la France. Ça ne concerne pas les engagements pris. Mais quand nous arriverons aux affaires, on demandera un certain nombre d'éclaircissements et de transparence sur des dépenses publiques qui sont octroyées à l'international en général. Mais je rappelle, parce qu'on oublie quand même de le dire, que nous sommes face à une situation économique et sociale difficile et que les Français sont plus préoccupés par leur quotidien. Je veux bien que l'on parle de l'international, mais vous n'enlèverez pas l'inquiétude des Français, qui est de savoir comment on se loge, comment on paie la nourriture, comment on paie l'énergie, comment on se chauffe et comment on trouve du travail.

Au niveau international, vous envoyez des signaux. Si on réduit notre aide à l'Ukraine, ça peut dire une victoire de la Russie ?

Non, je ne crois pas. D'ailleurs, le communiqué de Marine et Jordan est très clair là-dessus. On accepte aucune intimidation et aucun calcul de la Russie par rapport à la souveraineté française. Nous, nous sommes engagés aux côtés de nos alliés sur ce front-là. Mais nous disons, et c'est incroyable, que ce soit pour des gens qui, parce que nous voulons la paix, on serait pro-Russes. Nous préférons la paix que la guerre.

Vous dites qu'il faut organiser une conférence internationale avec Vladimir Poutine. Celui qui ne veut pas venir dans toutes les tentatives de discussion, c'est Vladimir Poutine.

La question ne se posera pas. Ce sont les Etats-Unis qui ont les cartes à main. Il y a 10 ou 12 jours, les émissaires de M. Trump étaient chez M. Poutine, chez M. Zelensky pour parler précisément de la paix.

Donc vos solutions pour la paix n'existent pas

? Avec des émissaires français et européens dont on ne sait pas comment ça s'est passé, ce qui s'est dit lors de ces négociations. Mais j'espère que les Etats-Unis, pour le coup, arriveront à convaincre M. Poutine et M. Zelensky à trouver un terrain d'entente pour la paix. Voilà ce que nous disons.

Les Français ont d'autres préoccupations que la guerre. Sur l'ensemble des questions, je vous les communiquerai après l'émission, mais je vous garantis que la plupart des questions portaient sur l'Ukraine. J'en ai une autre. Frédéric de Saint-Sébastien-sur-Loire, dit que votre parti se dit patriote et défenseur de notre identité. Comment arrivez-vous à justifier votre proximité et une certaine forme d'allégeance à certains régimes autoritaires étrangers ? La Russie de Poutine et le président Trump, par exemple, alors que les deux veulent la destruction de l'Europe et l'asservissement de nos nations ? Vous êtes perçus comme à partir à la fois pro-Trump et pro

-Poutine. ... Mais si j'en juge l'opinion générale et la situation des intentions de vote aujourd'hui, on ne peut pas dire que les gens pensent l'inverse. Vous êtes

sûr que les électeurs de la Région nationale ont apprécié votre sortie ?

Nos électeurs sont préoccupés par la situation économique et sociale du pays. Ils savent que nous sommes des patriotes et sur une vision gaulienne des relations internationales, c'est -à-dire une relation d'indépendance nationale et de sauvegarde de nos intérêts vitaux. Ils le savent. Il peut y avoir des adversaires qui passent leur temps à dire que vous êtes plutôt pro-Russe, plutôt que pro-Ukrainien. La vérité, c'est que nous sommes pro-Français et que dans cette situation -là, nous défendons les intérêts de la France d'abord et ça passe par des discussions avec tous les... parce que si on veut jouer à savoir qui parle et à quel dictateur, je crois qu'il y a un certain nombre de politiciens français qui vont avoir du mal à cacher leur proximité avec l'Algérie, leur proximité avec le Qatar et quelques régimes islamistes du Moyen-Orient, etc. Vous voyez bien que les choses, il faut être raisonnable, il faut être rationnel, il faut être pragmatique. La France est un grand pays qui a toujours eu des relations internationales avec l'ensemble des nations du monde et elle doit continuer à en avoir.

Une dernière question. Il y a des élections qui tiennent en Russie. Comment est-ce que vous les qualifiez ? Est-ce que ce sont de vraies élections ? Est-ce que c'est des élections fictives ? Vous pouvez être simple et précis à la fois ? C'est des pays. Une fois, j

étais avec le Parlement européen. Vous pouvez pas dénoncer la façon dont se tiennent les élections ? Laissez-moi répondre à la question. Je vous dis que je suis allé, en tant qu'observateur, vérifier quelles élections ont réussi une année avec le Parlement européen. C'est sûr que c'était pas dans les canons et de l'orthodoxie démocratique. On sait très bien que ce n'est pas une démocratie en tant que telle. Il faut rester très attentif et très critique sur ces élections -là. Voilà. -"Le grand jury, tout est

politique."

On va revenir au budget pour l'année 2027. Dans le projet du gouvernement, seules les plus petites retraites, en dessous de 1 260 euros, suivraient l'évolution des prix, l'inflation. Est-ce que c'est juste ou une ligne rouge pour le RN ?

Il y a beaucoup de choses qui ont une ligne rouge, mais est-ce qu'au-dessus de 1 200 euros, on considère qu'on a une retraite confortable ? Je suis inquiet de cette situation.

Parce qu'une fois que... -"Jusqu'à 2 300 euros, ça serait relevé, mais pas autant que l'inflation et aucune révalorisation pour les retraites au-dessus."

-"Beaucoup de retraités, même quand ils ont 2 000 euros net par mois, ont du mal à boucler les fins de mois. Tous les retraités sont propriétaires. C'est un travers que tout le monde dit qu'ils ont payé

leur maison. Deuxièmement, avec l'âge, le coût des mutuelles, le coût des assurances, le coût de l'énergie, il faut se chauffer, etc. Le gouvernement fait fausse route, il se met à dos l'ensemble des retraités, parce qu'au nom, il faut bien le dire, d'une péréquation entre les retraités riches et les retraités pauvres, on est en train de cibler des gens qui ont du mal à vivre avec leur retraite.

Pas d'efforts sur les retraités ?

C'est pas là qu'il faut les chercher. Sur les retraites, il y

a une ambiguïté dans le projet du Rassemblement national. J. Bardella a répété que l'âge légal ne veut rien dire. Ça veut dire que ceux qui n'auront pas cotisé 42 années ne pourront pas partir à l'âge de 62 ans ? C'est

une question qui sera expliquée d'un pas longtemps par la candidate, mais notre système... Sur les retraites, Marine

Le Pen doit...

Le programme présidentiel va sortir. Vous verrez les emménagements en matière d'économie. Si on le connaît... 60 ans et 40 annuités, si vous avez commencé à travailler avant 20 ans, 42 ans de cotisation, si vous avez travaillé après 20 ans. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que vous partez à la retraite à proportion de ce que vous avez cotisé. Si vous commencez à 25 ans, vous partirez, avec 42 annuités, c'est-à-dire à 67 ans. Je vois pas le problème de cette affaire de

retraite. Ça veut dire que l'âge de départ pour quelqu'un qui a commencé à 25 ans est à 67 ans ?

Heureusement. Pourquoi celui qui commence...

Il y a l'âge de départ. Pourquoi celui qui

commencerait à 21 ans pourrait partir tranquillement à un âge de la retraite en ayant cotisé moins que celui qui a commencé plus tard ? C'est pas le système actuel. On propose une autre réforme à nous.

D'accord, mais qui sera plus dure. Aujourd'hui, c'est un départ à 63 ans. A partir de 63 ans, pour tous ceux qui veulent partir... Il y a la

condition de l'âge et des annuités.

C'est pour ça que je vous pose la question. Jardin de Bardella dit ça.

Ça veut dire que si vous commencez à 22 ans, vous partirez à 64 ans, mais si vous commencez un peu plus tard, ça dépendra des annuités.

D'accord. C'est une réforme des retraites différente de ce que vous avez proposé.

Pas du tout. C'était la même, déjà, en 2022. Je peux vous dire, pour avoir fait un certain nombre d'émissions, qu'on est toujours resté peu au poulx sur le même tableau de répartition de l'âge de retraite.

C'est 54 milliards d'euros d'économie. C'est l'objectif affiché par le Premier ministre. Pas de hausse d'impôts, pas de gèle des prestations pour les plus pauvres. Ça vous va ou c'est juste ou pas

? Écoutez... On attend de voir... C'est pas facile de parler de quelque chose que nous ne connaissons pas. C'est 54 milliards. On attend de voir dans quelle direction ils vont aller. Si c'est pour systématiquement aller faire les poches au même, sans toucher à l'immigration, à la fraude, à des choses comme ça, on s'entendra pas avec M. Lecornu.

Ca n'a pas été dévoilé, mais Marine Le Pen parle de 125 milliards d'euros d'économie, un plan qu'elle va présenter dans quelques jours. Quand vous voyez la difficulté pour le Premier ministre d'arriver à 54 milliards d'euros d'économie, est-ce que 125 milliards... C'est sur le quinquennat ? C'est beaucoup moins que l'effort que demande Sébastien Lecornu l'année prochaine.

On verra. Vous traitez d'un effet d'annonce. On verra à l'arrivée. Nous, la différence sera le courage de prendre un certain nombre de décisions. Lecornu ne veut pas aller. Qu'est-ce qui sépare aujourd'hui le Rassemblement national dans l'opinion des autres partis politiques ou des autres dirigeants ? Un, nous n'avons pas participé, il faut bien le dire, à l'Etat de la France qui est dramatique. Ca, c'est le résultat de la gouvernance de la gauche et la droite pendant 40 ans. Nous, nous n'avons pas participé à ça. Je pense, c'est pas que je pense, je suis sûr, l'opinion se dit qu'avec le Rassemblement national aux affaires et Marine Le Pen à l'Elysée, on aura le courage de prendre un certain nombre de décisions.

Le parti et la candidate présenteront un contre-budget le 7 octobre prochain. Vous connaissez déjà le contenu du contre-budget. Là, on parle de ce que propose le Premier ministre. Vous savez ce que vous proposez. Vous pouvez nous donner des éléments ?

Je ne peux pas vous le donner. C'est pas moi qui m'occupe de ces choses-là. On discute des orientations, mais vous auriez dû inviter Jean-Philippe Tanguy, qui aurait répondu plus précisément que moi. Mais pour suivre un certain nombre de réunions thématiques et sur les économies à faire, on est aussi sur la bonne trajectoire. Je pense que début octobre, vous aurez un panorama de ce que nous proposons. Je pense que ce seront des efforts ciblés nécessaires et qui étonneront quelque part la trajectoire que nous voulons pour la France.

On va marquer une pause dans ce grand jury. On se retrouve dans un instant. On parlera de l'élection présidentielle pour 2027. On reviendra sur plusieurs idées lancées par le Rassemblement national. A tout de suite avec Louis Alliot, premier vice-président du Rassemblement national.

C'est très bien que chacun donne son avis. Mais tous les avis ne se valent pas. L'égalité de droit dérive insidieusement en égalitarisme. Nous sommes égaux en droit, nous serions équivalents en tout. Pourquoi mes jugements vaudraient moins que les vôtres ? Elle

est une philosophe ancrée dans le réel. Elle bouscule le prêt-à-penser, refuse toutes les formes de conformisme, se libérer des carcans identitaires, et c'est son mot d'ordre. C'est notre invité dans un monde à regard.

Un monde à regard, vendredi à 17h30 sur PublicSéna et sur PublicSéna.fr.

De 1940 à 1944, les cheminots ont été un rouage essentiel de la résistance intérieure. Des premiers sabotages aux attentats individuels contre des soldats allemands, ils se sont battus pour chasser l'occupant. Dans les ateliers, ils ont pratiqué le sabotage insaisissable. Le sabotage insaisissable est une forme véritablement d'engagement résistant. Ils ont collecté des renseignements sur l'ennemi, ses troupes et ses installations, au péril de leur vie. Il

y a nombreux cheminots qui relèvent tous les convois allemands qui passent pour ensuite favoriser

une action de sabotage ou un mitraillage sur ces convois.

Pendant toute la guerre, les cheminots ont été au coeur d'un combat pour une cible stratégique. Le réseau ferroviaire français.

Riche

Chevalme, juif autrichien, est arrivé au Chambon en 43 avec son père et sa mère. Il aigle la totalité de son héritage à la commune française du Chambon -sur -Lignon.

Bonjour à tous. Le montant de la donation de M. Chevalme serait de 3 millions 475 mille euros.

On ne pensait pas que ce monsieur était riche comme ça.

Ce que l'on sait c'est que nous sommes autrichiens.

Ma mère a expliqué que la famille Chevalme était au Grenier. C'était l'entreprise.

Le Chambon -sur -Lignon, un leg pour l'histoire. Vendredi prochain à 22h sur PublicSena et sur publicsena .fr

Sport etc vous donne rendez -vous à la rentrée. Tous les mois nous parlerons de la place du sport dans notre société, dans notre politique, dans nos vies tout simplement. Avec des sportifs, des politiques, des acteurs du monde du sport et une bande de journalistes passionnés.

Sport etc samedi à 17h sur PublicSena et sur publicsena .fr

Elle c'est Pauline qui depuis toute petite ne jure que par une seule chose.

Une blanquette s'il vous plaît. Merci. Mon artisan boucher, quel plaisir d'y revenir. Venez faire la fête chez votre artisan boucher.

Si on me donnait le choix, est-ce que je garderais mon cerveau

? Franchement non, c'est déjà fait le choix. Je t'assure que je voudrais d'un truc plus tranquille, plus pépère. Un filonitif c'est très simple. C'est un peu comme des racines, des lianes qui partent un peu dans tous les sens. Tdh, hpi, neurodivergence, troubles du spectre autistique. Tous ces mots sont entrés dans le quotidien de millions de familles et l'école essaie tant bien que mal de s'adapter. Mais qu'en est-il des adultes qui souffrent de ces troubles ? Le monde du travail s'adapte -t-il davantage lui ? Vous verrez que c'est loin d'être le cas grâce au documentaire Un cerveau particulier d'Anne Thillois et de Paul Dolé. Les adultes neuro -atypiques sont -ils dans l'angle mort du débat public ? Notre société sait -elle les accueillir et les intégrer ? Je vous retrouve juste après le film pour en débattre avec nos invités.

Votre documentaire suivi d'Amond Dandoc. Samedi prochain à 21h sur Public Sénat et sur publicsénat .fr

Sense publique c'est une promesse simple dans un monde toujours plus complexe. 90 minutes de débat, un objectif, donner du temps à nos experts pour qu'ils donnent du sens à l'actualité. Vous pouvez participer à l'émission en posant vos questions. Je vous donne donc rendez -vous du lundi au jeudi à 18h et 22h sur Public Sénat.

Des premiers sabotages aux attentats individuels contre des soldats allemands. Ils se sont battus

pour chasser l'occupant. Dans les ateliers, ils ont pratiqué le sabotage insaisissable. Le sabotage insaisissable est une forme véritablement là d'engagement résistant. Ils ont collecté des renseignements sur l'ennemi, ses troupes et ses installations au péril de leur vie. Il

il y a nombreux cheminots qui relèvent tous les convois allemands qui passent pour ensuite favoriser une action de sabotage ou un mitraillage sur ces convois.

Pendant toute la guerre, les cheminots ont été au cœur d'un combat pour une cible hautement stratégique. Le réseau ferroviaire français.

39.45, les cheminots dans la résistance. Vendredi prochain à 18h30 sur Public Sénat et sur publicsenat

.fr

Olivier Bost : Du grand jury présenté par Olivier Bost.

Louis Alliot, le premier vice-président du Rassemblement national et les maires de Perpignan et notre invité Stéphane Vernet pour Ouest France et Quentin Quelmets pour Public Sénat sont à mes côtés pour vous interroger. Louis Alliot, le Rassemblement national veut appliquer la préférence nationale pour l'attribution des logements sociaux. Qu'est-ce que ça changerait ?

Pour l'avenir déjà. Parce qu'on s'entend de bien. C'est une idée pour les gens. C'est une idée pour les logements, celles et ceux qui en bénéficient aujourd'hui. Ça voudrait dire que sur des logements et sur des dossiers de présentation équivalents, une priorité serait donnée à celui qui a une carte nationale d'identité française plutôt qu'à quelqu'un qui arriverait devenue une Sésou.

Quand on cadre les chiffres, il y a quasiment 3 millions de ménages qui sont en attente d'un logement social. Il y en a 400 000 qui sont attribués chaque année en France. 50 000 à des étrangers, ça porte finalement sur un tout petit volume. Oui, mais il n

en demeure pas moins qu'il y a des Français qui restent sur le carreau. Il est anormal que dans leur propre pays, ils ne puissent pas bénéficier au moins de l'avantage d'être logés par la collectivité et dans des parcs de logements sociaux qui ont été construits au fur et à mesure par l'effort de plusieurs générations sur l'ensemble du territoire. Ça me paraît être une mesure de justice sociale mais qui ne s'arrête pas que à cette attribution. Le logement aujourd'hui en France est quelque chose d'important avec des problèmes sévères, je pense aux squats. Et même si la loi récente a facilité les choses, il n'en demeure pas moins que, moi je le vois dans ma ville, c'est quand même la croix et la bannière pour aller déloger des squatteurs parce qu'il y a toujours à la fin une décision de justice qui leur permet d'échapper à l'expulsion ou des associations qui les aident. Le logement ce n'est pas que ça, c'est l'ensemble, c'est la construction et c'est la gestion du... Justement,

Quentin Calmet. Vous proposez aussi d'abroger la loi SRU qui impose aux communes d'avoir entre 20 à 25 % de logements sociaux. C'est pourtant une loi qui depuis les années 2000 a démontré que ça avait permis de faire construire des logements sociaux. Vous n'avez pas peur de réduire le nombre de constructions en abrogeant cette loi ?

Non, parce que cette loi contribue aussi à beaucoup d'inégalités. Moi je le vois dans ma propre ville. Je crois que notre taux est à 21 ou 22 % et donc on est carencé. Mais comme par ailleurs nous avons 9 QPV, c'est-à-dire les quartiers prioritaires de la ville avec une extrême pauvreté, on en est exonéré. Et donc on construit des logements sociaux chaque année, mais le parc de logements privés qui devrait revenir, qui devrait être du social, lui ne rentre pas dans le cadre de cette loi. Donc

les indicateurs sont faussés. Et j 'ajoute qu 'un certain nombre de communes, vous n 'arriverez pas à leur faire atteindre les 25%. Ça ne sert à rien de s 'acharner sur eux en leur faisant payer des pénalités. Et moi, d 'amant communauté urbaine, puisque je suis aussi président de la communauté urbaine de Perpignan, vous avez les villes du littoral. Elles ont une activité saisonnière. C 'est -à -dire qu 'elles ne sont pas peuplées toute l 'année. Elles sont carencées, c 'est -à -dire qu 'elles paient des pénalités par la loi SRU, alors que jamais elles ne pourront arriver aux chiffres de 25 % de logements sociaux dans la ruine.

Pour bien comprendre, ça veut dire que votre idée n 'est pas de réduire le nombre de constructions de logements sociaux. Par exemple, vous, vous voulez continuer de construire à Perpignan des logements sociaux ou pas

? Alors là, oui, bien sûr, bien que... Je veux dire, on en a pris notre part. Et notamment, nous avons un quartier qui a une convention avec l 'ANRU, le NPNRU, parce que nous avons du logement très abîmé. Et donc, nous faisons des efforts pour requalifier les quartiers, etc. Mais au -delà de cela, si vous voulez, c 'est qu 'on nous demande de construire, mais dans le même temps, on vote des lois qui nous empêchent de construire. C 'est -à -dire qu 'aujourd 'hui, dans les Pyrénées orientales, par le ZAN, le fameux zéro artificialisation des sols, vous ne pouvez plus trouver de terrain, ni pour construire du logement tout court, ni pour faire de l 'activité économique. Donc, cette loi SRU, il faut en corriger, évidemment, et c 'est en abrogeant la loi qu 'on arrivera à le faire, les effets pervers de cette loi. Et deux, c 'est tout ce qui va avec le ZAN et la construction, parce que le marché de l 'immobilier est en difficulté, le marché de la construction est en difficulté. Il faut relancer ce marché de la construction, mais il faut enlever un certain nombre de règles contraignantes. Et je pense que le ZAN et la loi SRU sont deux bons exemples de ce qu 'on peut faire pour libérer un peu et donner de l 'oxygène aux entreprises qui font de la construction.

Vous ferez une loi pour interdire d 'abord le voile à l 'université ou dans les espaces des services publics. L 'interdiction du voile dans la rue se fera progressivement. Ca veut dire quoi

? C 'est une loi qui a été présentée par le Rassemblement national depuis longtemps, portée d 'ailleurs par le député européen, M. Garraud. Je le rappelle, qui lui -même est magistrat, et qui comporte 39 articles. Il n 'est pas ciblé que sur le voile, il est ciblé sur l 'influence de l 'idéologie islamiste sur le sol français. Dans ce ciblage -là, il y a des avoies de pays étrangers, des biens étrangers, il peut y avoir l 'affaire du voile, notamment les frères musulmans, dont je rappelle qu 'ils sont interdits quand même, en Egypte, aux Emirats arabes unis, et que dans ces pays -là, ils l 'ont été, parce qu 'ils tentaient non seulement de prendre le pouvoir par une modification des codes liés à la religion de l 'islam.

C 'était juste pour clarifier ce que veut dire progressivement interdire le voile dans l 'espace public.

C 'est déjà interdit à l 'école, dans les services publics, mais déjà en luttant contre l 'idéologie et un certain nombre d 'emprises sur des associations caritatives, sportives ou de quartier, attendez, et les prêches des mosquées, faire fermer les mosquées les plus radicales qui ne sont contrôlées aujourd 'hui que très moyennement, vous verrez que les choses se feront évidemment petit à petit et d 'elles -mêmes, parce que, je le rappelle, le voile n 'est pas une obligation de la religion musulmane. Je suis pas un théologien, mais je suis allé lire le rapport de Paris. Vous avez vu que la mosquée de Paris le déconseille aux femmes dans

les entreprises. Vous voulez mettre des amendes. Est -ce que vous voyez à Perpignan, demandez à votre police municipale, de verbaliser des mères de famille, des grands -mères qui portent le voile depuis des décennies

? La loi, c'est la loi. On a bien verbalisé des gens parce qu'ils portaient pas le masque pendant le Covid. C'est exactement pareil. On le fera aussi sur les fiettes.

C'est le même sujet.

Ca prouve qu'on peut le faire. Encore une fois, si la loi, c'est la volonté générale du législateur, il va bien falloir que tout le monde le fasse, mais c'est pas une obsession. C'est une loi large qui touche à beaucoup de choses très importantes pour la France. Au milieu de ces choses -là, il y a les signes extérieurs de l'islamisme politique.

Toutes les femmes qui portent le voile ne sont pas des islamistes. C'est une affaire de conviction et de religion. Beaucoup de femmes portent le voile. La majorité des femmes portent le voile parce qu'elles sont musulmanes.

Notre loi, elle s'attaque pas à la religion. Si vous interdisiez le port du voile dans l'espace public... C'est un signe politique. D'ailleurs, les pays arabes qui l'ont interdit l'ont interdit parce que c'est un signe politique et pas religieux qui utilise la religion. C'est un signe politique.

...comme disait Olivier Bosz.

Je crois pas que ce soit un signe politique. Il faut arrêter avec les grand-mères. Jusqu'à présent, pourquoi, il y a 40 ans, les Français d'origine immigré ou les immigrés ne portaient pas le voile alors qu'on le voit bien se développer partout dans la société ? Est-ce qu'on s'est intéressé à cette question ? Intéressez-vous. Moi, je sais, parce qu'à Perpignan, j'ai aussi une forte communauté de Français d'origine musulmane, mais je peux vous dire que les femmes seraient très heureuses qu'il y ait une loi qui permette cela. Elles sont contraintes de le faire. Leurs enfants sont contraints. Vous avez des femmes qui veulent vivre librement dans la République française sans que des groupes qui sont chez nous et qui se comportent malveillent les obligent à porter le voile dans un certain nombre de quartiers et dans un certain nombre de situations. Il faut lutter contre la chasse à Jeunessecky. C'est rappeler des règles, rappeler les règles de la République française et interdire à ces idéologies politiques de venir chez nous tenter d'obtenir ce qu'elles ont déjà imposé partout dans le monde. Vous vous rendez compte qu'on arrive à une situation où des femmes en Iran meurent parce qu'elles veulent enlever le voile et nous, en France, le camp progressiste défend le voile et tente de régulariser la situation, le banalisant. Je trouve que c'est choquant. Je préfère être du côté des femmes afghanes que du côté d'un certain nombre de progressistes en France qui défendent le voile et qui, malheureusement, sont sous l'influence de régimes tenus par les frères musulmans.

...

Louis Aliaud, redoutez-vous des règlements de compte au sein du Rassemblement national entre les proches de Marine Le Pen, dont vous faites partie, et l'entourage de Jordan Bardella?

Ce qui se joue au mois de mai, c'est le gouvernement de la France. Je veux bien, parce que c'est dans toutes les activités humaines, dans toutes les associations, qu'il peut y avoir des frictions de seconde ou de troisième couteau, mais je pense que tout le monde est mobilisé sur l'objectif principal de gagner l'élection présidentielle et de gagner derrière les élections législatives. Donc, les états d'âme des secondes couteaux ou des troisième couteaux qui peuvent s'exprimer dans un certain nombre de journaux, d'ailleurs, ennemis, ça ne m'intéresse pas. Moi, je suis concentré sur l'objectif, et avec Marine et avec Jordan, et avec l'ensemble des cadres supérieurs de ce mouvement, et l'ensemble des cadres locaux, nous sommes déjà mobilisés pour gagner cette

élection. Est -ce

que Marine Le Pen s'est resserrée autour de son premier cercle? Il y a dans son entourage Nollwenn Olivier, sa nièce, son beau -frère, Marie -Caroline Le Pen, sa soeur, et vous, autrement dit, en quelque sorte, la famille, est -ce qu'il fallait qu'elle resserre les rangs autour d'elle? C

'est caricatural, ça, quand même.

C'est pour ça que c'est

caricatural. Tout ce qui est dit dans la presse n'est pas exact. Je préfère vous le dire, surtout en la matière. Il y a Jordan, il y a les équipes qui, aujourd'hui, sont autour de la table pour présenter le programme dans quelques semaines, et que tout le monde s'oriente vers

le même objectif. Il y a l'histoire du FN et du RN, on pense à Florian Philippot, à Bruno Maigret, votre parti a du mal à faire émerger ses numéros 2. Il n'y a pas de numéro 2, comme disait Jean -Marie

Le Pen. Est -ce que c'est

en train de se refaire? Vous ne pouvez pas

dire ça, alors que Marine Le Pen, en choisissant Jordan Bardella aux élections européennes par deux fois comme présidente du parti, fait un duo assez inédit dans une élection présidentielle que tout le monde reconnaît. Je peux vous dire, pour assister aux réunions de notre mouvement, que les choses se passent très bien. On peut relever que ce jour -là, il n'a dit que sur les retraites.

Elle n'a pas prévenu quand elle allait se présenter à l'élection présidentielle. Il n'était pas averti. C'est faux.

Est -ce que pour gouverner, il faudra élargir le spectre politique du RN?

Je pense que c'est en cours. D'abord, il a été élargi avec Eric Ciotti. Vous voyez que petit à petit, d'ailleurs, Eric Ciotti arrive à capter un certain nombre de cadres en province DLR, qui se rallient à sa formation politique pour gonfler cette majorité que nous appelons... Ca pourrait

aller jusqu'à Bruno Rotaio?

Écoutez, avec M. Rotaio, c'est un peu l'expectative, parce que naturellement, il devrait se tourner vers nous. Naturellement, il devrait se tourner vers nous. Je rappelle qu'il a quand même été le bras droit de Philippe de Villiers dans les années 2000, 92 000, etc., et qu'il est quand même, on le voit bien, conservateur dans un certain nombre de domaines et que, malheureusement, quand il a été ministre à l'Intérieur, les actes n'étaient pas en adéquation avec ses paroles. Donc

compatible RN sur le papier?

Mais les électeurs le feront. Je rappelle qu'à Perpignan, c'est ce que j'ai fait aux élections municipales par deux fois et que nous avons réussi, notamment la deuxième fois, à gagner dès le premier tour parce que l'électorat ne se pose plus de question. Il sait très bien qu'il faut faire et où aller. Il y a des gens de droite qui veulent venir, qui viennent. Il y a quelques cas isolés de gens de gauche qui veulent venir. Ils sont les bienvenus. Mais je peux vous dire que dans l'électorat, demain aux élections, je ne pense pas que l'LR fasse un si gros score que ça.

Imaginez que vous gagnez demain en 2027. Bruno Retailleau peut être le Premier ministre de Marine

Le Pen?

Je vous pose quand même la question. Je ne sais pas. J'imagine que beaucoup de cadres d'LR diront à Bruno Retailleau qu'on arrête de déconner et qu'on va au soutien de la nouvelle politique de la France. C'est

d'autant plus possible que vous aurez besoin d'une alliance avec d'autres forces politiques pour avoir la majorité à l'Assemblée nationale. Oui, on

a toujours besoin de soutien d'où qu'il vienne. Mais si ce que je pense le soir du 2e... de l'élection présidentielle sera engagé le mouvement qui verra une majorité législative à l'Assemblée aux élections qui suivront. Ça me paraît évident. Les Français ne veulent plus de cette situation bancal où il n'y a pas de majorité. Là, une présidente, l'affaire sera clarifiée, et derrière, une majorité. Dans cette majorité, il pourra y avoir des apports extérieurs dont on ne connaît pas les contours, mis à part Éric Ciotti. Je suis persuadé que quelques individualités viendront grossir les rentes de la majorité que nous formerons pour le pays. Le grand jury. Question express.

Oui ou non, pour ou contre, Louis Aliaud ? Éric Zemmour annonce sa candidature à l'élection présidentielle par erreur. C'est à prendre au sérieux ou pas ? L'erreur qu'il fait ou le fait qu'il soit candidat ? Sa candidature. Je pense qu'il sera candidat.

Donald Trump lounge sur Saint-Pierre et Miquelon. Vous, au pouvoir, vous lui donnez ?

Pas du tout.

Les Espagnols doivent-ils renoncer à l'enclave de Ceuta ?

Non

plus. Quand à quel mai ? Vous êtes d'accord avec Jean-Louis Bardella lorsqu'il veut que les Anglais nous donnent la charge de leur migrant ? On

a mal lu ce texte -là. Il est fait pour dissuader l'immigration clandestine de traverser la France pour aller en Angleterre. Est

-ce que les Gilets jaunes...

Le grand jury, tout est politique.

Répondez à la question. Pardonnez-nous.

Les Gilets jaunes peuvent reprendre. En tout cas, une contestation, si on continue comme cela, se fera jour. Je ne sais pas si ce sera des Gilets jaunes, mais je pense que les Français en auront le bol. Moi, je souhaite qu'elles soient dans les urnes. Louis Aliaud,

à Saint-Pierre -des -Corts, il y a eu une nuit d'affrontement après une collision entre une moto et une voiture et la police est en garde à vue. Est-ce que la procédure vous choque ou pas

? Écoutez, oui. Nous, nous sommes de toute façon pour que la présomption d'innocence soit reconnue, la présomption de légitime défense soit reconnue aux policiers. Et dans beaucoup de situations critiques comme celle -là, je trouve que c'est assez facile de mettre les policiers en accusation alors qu'ils sont d'abord les victimes des agissements de ce cyclot... C'est un cyclot ? Oui, c'était un

cycloteur.

Et de manifestement du comportement totalement illégal de l'auteur. Oui, ça me choque.

Sur un autre fait local, est-ce qu'il se passe à Carcassonne, un avant-goût du pouvoir ? Il y a des policiers municipaux, un homonier qui, devant des parachutistes, redoute le grand remplacement et qui demandent au gauchiste son expression de respirer par le nez. Est-ce que la police nationale, qui jette un sans-abri au sol, tous ces faits-là, est-ce que c'est un avant-goût de ce qui pourrait se passer avec un RN au pouvoir ?

Les propos racistes qu'on a condamnés, de policiers embauchés par l'ancienne maire, pas par le nôtre. Vous avez à peu près, un peu partout en France, quand vous tapez sur Google, ça existe dans beaucoup d'autres pays, je préfère le dire. Vous avez le maire socialiste qui avait dit la France Youpin, vous avez un cadre socialiste dans le Rhône qui avait traité, je ne sais pas... Pour vous dire...

Je vous posais la question autrement. Est-ce que vous redoutez, si le RN gagne l'élection, la libération d'une parole et d'actes racistes

? Je ne le crois pas. Très sincèrement, connaissant Marine, je peux vous dire que nous serons très attentifs à tout ça. Et très fermes dans les comportements de chacun, parce que nous, nous sommes, pour les règles républicaines, de fraternité, de solidarité, et je crois qu'il n'y a pas de place pour ce genre de choses. La situation est très compliquée. C'est pas pour, par des agissements totalement UBUS, illégaux, conadables, qu'on peut mettre en péril tous les déficits.

Vous réagissez systématiquement quand il y a un scandale public, le policier de Carcassonne. Ça fait près d'un an que la vidéo circule. Elle était connue de la mairie.

C'est une interrogation. Pourquoi cette vidéo ?

Ca faisait déjà un moment qu'elle circulait. Pourquoi attendez-vous systématiquement le moment où il y a un scandale public pour exclure les brebis galeuses ?

Nous, direction, on n'était pas informés ni de la vidéo, ni de ce membre de notre service d'ordre. Sinon, il aurait été viré sur le champ. Dès qu'on le sait, on le fait.

Des profils sulfureux pour vos candidats dans le canard enchaîné. Il y a Eric Minet qui a milité dans un groupe uscule Néonazi en 1987. Il y a aussi le collaborateur de France Jamais, candidat dans l'Héro. Il a été épinglé pour son passé. Est-ce qu'il y a encore des personnalités au passé violent, au profil sulfureux ? Et parmi les candidats au sénat ? On ne peut

pas savoir qui sont les gens, d'ailleurs, pour M. Minet, sur ses propos qu'il tient. Je crois qu'il a réagi et qu'il a fait un droit de réponse ou un démenti. Pour le reste, est-ce que la presse a reproché à M. Longuet, à M. Madeleine, à M. Novelli et à un certain nombre d'autres personnalités d'avoir appartenu à des groupuscules d'extrême droite violente à leur jeunesse ? Je ne le crois pas. Vous avez passé votre temps, vous êtes très jeune, comme moi, à reprocher aux socialistes d'avoir mis à la tête de l'Etat une personne qui a reçu la Francisque des mains du maréchal Pétain, qui a nourri son amitié avec René Bousquet jusqu'au bout et qui a fleuri la tombe du maréchal jusqu'à la faire Bousquet. Il faut arrêter ces petites choses-là, car si vous cherchez dans les partis politiques les passés des uns et des autres, vous allez trouver des pépites. La gauche donne des leçons de morale alors qu'elle est l'allié historique du Parti communiste français qui a non seulement collaboré avec l'Allemagne nazie avant de basculer dans la résistance, mais dont on peut dire qu'il n'est pas lui

-même directement responsable, mais l'idée communiste responsable de plus de 100 millions de victimes.

Merci beaucoup, Louis Alliot, pour ce grand jury. Bonne semaine, on se retrouve dimanche prochain.